



REVUE DE PRESSE
SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 15 SEPTEMBRE 2015

Faut-il avoir peur des objets connectés ?

Les outils intelligents vont bouleverser notre quotidien. Une révolution qui n'est toutefois pas sans risque

TITUS HOLLIDAY

Une cafetière qui se synchronise avec votre radio-réveil ; un grille-pain qui annonce la météo ; un frigo qui remplit la liste des courses ; une montre qui mesure votre rythme cardiaque ; une voiture qui diffuse les chansons de votre smartphone tout en vous rappelant d'acheter le lait que le frigo vous a réclamé... Les objets connectés vont bouleverser votre quotidien.

Des innovations connectées au Web capables de communiquer entre elles. « Plutôt sympa », direz-vous. Jusqu'au moment où vous apprenez que deux pirates armés d'un simple ordinateur portable ont réussi à prendre le contrôle d'une voiture, dite « intelligente », depuis leur canapé.

En juillet dernier, Chris Valasek, directeur d'un centre de recherche sur la sécurité automobile, et Charlie Miller, ingénieur chargé de la sécurité informatique chez Twitter, ont « hacké » une Jeep Cherokee pour montrer les dangers d'un monde dominé par les objets in-

telligents. La vidéo publiée sur Internet montre les deux experts en cybersécurité régler le chauffage, augmenter le son du radio-CD, déclencher les essuie-glaces, freiner à la place du conducteur, afficher une photo sur le tableau de bord, et même couper le moteur alors que la voiture circule sur l'autoroute. Les images ultramédiatisées ont été vues des centaines de milliers de fois.

Le groupe Fiat Chrysler, qui produit la Cherokee, a été contraint de rappeler 1,4 million de véhicules pour corriger la « faille ». Plutôt gênant, au moment où les constructeurs se lancent dans une course à l'automatisation qui pourrait mener, à terme, à la voiture autonome sans conducteur.

Des accès à notre intimité

Mais le débat ne concerne pas que les véhicules. De la simple ampoule à la box Internet, le risque de piratage concerne tous les objets connectés. « Des appareils autrefois inertes sont devenus de nouveaux accès à notre intimité », analyse Nicolas Mourier, fondateur de

AP&SI, une société spécialisée dans le domaine des objets connectés. « C'est comme si votre maison avait plusieurs portes d'entrée. Le cambrioleur se retrouve avec l'embaras du choix. »

La sécurité souvent négligée

Comment anticiper une intrusion ? « C'est presque impossible, une forteresse est toujours pénétrable, insiste-t-il. Les brèches ne peuvent être colmatées qu'une fois la faille mise en évidence. » Pour ce qui est de la Jeep Cherokee, il a fallu attendre un an après sa sortie pour qu'elle soit piratée.

D'autant que, face à la concurrence, la sécurité des produits est souvent négligée. « Il existe des fabricants qui n'ont pas d'équipes

responsables du traitement de ces questions », dénonce le hacker américain Jeff Moss. D'après l'expert en sécurité informatique, il se rait tout à fait imaginable qu'on accède à votre réseau domestique ou à celui du voisin en piratant le grille-pain, le frigo ou la cafetière.

« Une telle opération demanderait une grande expertise pour des effets très limités », tempère Albert Proust, à la tête de Netwyse, une start-up bordelaise spécialisée dans le développement d'objets connectés. Mais qu'en sera-t-il quand les objets connectés intégreront les rouages de l'économie ?

« Un ennemi pourrait priver d'électricité des régions entières pendant des semaines. L'approvisionnement en eau, en essence et en aliments frais serait interrompu, les communications coupées. Les conséquences de l'ouragan Sandy ou du 11 Septembre ne nous donnent qu'une toute petite idée de l'ampleur des perturbations que cela provoquerait », imaginait en 2013 le journaliste spécialisé en questions énergétiques Matthew L. Wald dans le « New York Times ».

De précieuses informations

« Il ne faut pas se fier à leur aspect gadget, commente Nicolas Mourier. La révolution des objets intelligents sera supérieure à la révolution des smartphones. » Ces appareils sont aujourd'hui 25 milliards. Mais, selon les estimations, on en comptera entre 40 et 200 milliards d'ici à 2020.

Les objets connectés vont changer non seulement nos rapports aux machines, mais également le rapport des machines entre elles. Ils récolteront des milliards de données sur nos modes de vie. Nombre de cafés bus par jour, rythme cardiaque, poids, taille, âge... « Mises bout à bout, ces bribes d'informations permettront d'établir le profil et la consommation de chacun, mais aussi de suivre l'évolution des comportements et des besoins », détaille Nicolas Mourier.

L'ombre de « Big Brother »

Que deviendront ces données ? C'est la grande question. Selon lui, leur exploitation pourrait conduire à un « flicage » et à une « surveillance de type Big Brother ». « Ce qui est recueilli est plus important que l'objet en lui-même, ajoute Albert Proust. Les miettes laissées par l'utilisateur peuvent permettre de cibler une clientèle. Elles ont une énorme valeur marchande. »

Les bracelets connectés qui mesurent l'activité physique, le rythme cardiaque et le cycle du sommeil en sont l'illustration. La base de données collectées, qui donne des indications sur l'état de santé actuel et futur de l'utilisateur, est une aubaine pour les assurances. Aux États-Unis, certaines compagnies proposent déjà ce type de capteurs à leurs clients en échange de leurs informations. Remises, primes et avantages : les assurés sont récompensés en fonction de leur niveau d'exercice quotidien.

« Aujourd'hui, la collecte de données soulève une question éthique, s'inquiète-t-on du côté de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). Il y a un risque de discrimination suivant de « bons » et de « mauvais » comportements. »

En France, les données de santé font l'objet d'une législation. Elles ne peuvent être collectées qu'avec le consentement de l'utilisateur. « Mais, à partir du moment où vous acceptez que des informations personnelles soient recueillies en actionnant un objet intelligent, tout devient possible », avertit la Cnil. Vous voilà prévenus.

« La révolution des objets intelligents sera supérieure à la révolution des smartphones »

LES HACKEURS RECRUTÉS

Uber emploie les pirates stars

En piratant une Jeep Cherokee, Chris Valasek et Charlie Miller ont tapé dans l'œil d'Uber. À la suite de leur exploit de juillet dernier, les deux hackers ont été recrutés par la célèbre entreprise américaine, connue pour avoir remis en cause le monopole des taxis partout dans le monde.

La start-up s'est également lancée dans le développement des voitures autonomes, sans chauffeur. Un domaine où la sécurité est

un enjeu majeur. Le célèbre duo aura pour mission de protéger Uber de piratages en détectant d'éventuelles failles dans les systèmes de sécurité des prochains véhicules.

Chris Valasek et Charlie Miller rejoindront ainsi une grosse équipe. La compagnie a déjà signé un partenariat avec le laboratoire de robotique de l'université Carnegie Mellon de Pittsburgh, et embauché 40 chercheurs pour s'occuper des voitures intelligentes.

L'épreuve de vérité

PHILIPPE MÉNARD

p.menard@sudouest.fr

Leurs entraîneurs leur avaient annoncé un stage de cohésion, sans préciser la destination. Les joueurs de moins de 16 ans et de moins de 18 ans de l'US Cognac Rugby ont eu une surprise épique, samedi matin, quand leur bus est entré dans l'enceinte de la base aérienne de Cognac-Châteaubernard. Direction un terrain planqué à l'autre bout du site, pour des exercices habituellement réservés aux militaires...

« On a été étonnés de voir des jeunes, qui sont d'habitude toujours en train de rigoler, avec un visage très sérieux, à l'écoute. Dès la première épreuve, ils ont adhéré », observe Jacky Bureau, l'un des cadres des U16. Le groupe senior était passé par là il y a cinq ans, pendant un week-end, une expérience qui avait bien plu au club. Pour leurs jeunes successeurs, le challenge se concentrait sur une journée menée tambour battant.

« Travailler le mental »

Premier défi, le bien nommé « parcours stress-combat », une cave labyrinthique semée d'obstacles à traverser en groupe, dans l'obscurité, tandis que résonnent des bruits d'explosion et que jaillissent des flashes de lumière. Cet outil de torture a été construit dans un ancien dépôt de munitions à l'occasion d'un exercice militaire sur la base d'ampleur nationale, en 2012.

Passage ensuite par « la piste d'audace », avec une tyrolienne, un plan incliné glissant, une gouttière à grimper et autres épreuves mettant au supplice autant les nerfs que les muscles. Les rugbymen ont aussi dû ramper dans un bassin de dé-



Un filin d'acier, un des défis mettant à l'épreuve autant les nerfs que les muscles. PHOTO ANNE LACAUD

cantation, et transporter un blessé dans un parcours ardu, sous la menace de tirs simulés. Pour le déjeuner, il a fallu monter un abri avec des toiles de parachute avant de partager des rations de combat...

« Notre fil rouge, c'est la cohésion, la technicité, la durée, savoir gérer son effort »

Toutes les étapes se réalisent en groupe. « Notre objectif, c'est de recréer un esprit collectif qui avait plus ou moins disparu », avance

Jacky Durand. « Physiquement, ils sont prêts. On travaille surtout sur le mental. Notre fil rouge, c'est la cohésion, la technicité, la durée, savoir gérer son effort. Au départ, on ne leur montre pas les techniques de franchissement, pour les obliger à aller au bout d'eux-mêmes », détaille le lieutenant-colonel Jean-Luc Ciappa, commandant du centre d'instruction des réserves de la base.

Révéléateur de leaders

« À la différence des seniors, les jeunes ne savent souvent pas se gérer. On essaie de leur faire appréhender ça. Si on est technique, on limite les efforts par deux ou trois », poursuit Jacky Durand. Dans la difficulté, les

encadrants voient aussi émerger les caractères de leaders, ceux qui pousseront le groupe à se surpasser.

Le lieutenant-colonel Ciappa était épaulé par un militaire, huit réservistes et six futurs réservistes. « Cela participe au rayonnement de l'armée. On fait partie de la Nation, la base est loin d'être quelque chose de secret », observe-t-il, espérant aussi au passage susciter d'éventuelles vocations.

« Cette tranche d'âge est devenue pas facile à gérer. On a 38 joueurs, on essaie de recréer quelque chose en interne, et vis-à-vis de l'extérieur. C'est l'avenir du club », lance Jacky Durand.

Les agriculteurs préparent la grande région

Les présidents des Chambres départementales et régionales d'agriculture d'Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes (ALPC) avancent à un rythme soutenu vers la mise en place effective de la future Chambre régionale d'agriculture ALPC. Ils se sont réunis une nouvelle fois à Limoges début septembre. Avec cette réunion, les présidents sont entrés dans le vif du sujet en axant leur travail sur la fusion des trois Chambres régionales, la mise en place de l'organisation professionnelle, l'élaboration du projet politique agricole et la préparation de la session d'installation de la nouvelle Chambre régionale qui se tiendra à Périgueux.

Agriculture : toujours plus de grandes exploitations

POITOU-CHARENTES La région compte 23 000 exploitations agricoles d'une surface moyenne de 74 hectares. 45 % sont considérées comme grandes, contre 39 % en France

OLIVIER SARAZIN

o.sarazin@sudouest.fr

Le 3 septembre, des milliers d'agriculteurs et plus de 1 500 tracteurs défilaient à Paris pour exprimer le désarroi du monde paysan. Hasard du calendrier : le même jour, l'observatoire statistique de la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt (l'Agreste) livrait une saisissante photographie.

Selon une enquête récente, le Poitou-Charentes a perdu 9 % de ses exploitations agricoles en trois ans, entre 2010 et 2013. « La tendance est proche de celle observée en France métropolitaine (-2,8 %). Le recul du nombre d'exploitations touche surtout les petites structures, accentuant ainsi la part des moyennes et grandes. Ce recul est de même niveau en Poitou-Charentes, en Aquitaine ou en Pays de la Loire, mais plus marqué qu'en Limousin », précise l'Agreste.

Avec 23 000 exploitations, soit 5 % du total métropolitain, Poitou-Charentes se place à la 8^e position du classement national des régions agricoles, entre Champagne-Ardenne, Centre et Val-de-Loire. La superficie moyenne augmente sensiblement, passant de 68 hectares en 2010 à 74 ha en 2013 (contre 61 ha de moyenne nationale métropolitaine). Environ 44 000 personnes travaillent « de façon permanente, à temps complet ou partiel » sur ces 23 000 exploitations, dont plus du quart des dirigeants a dépassé les 60 ans.

Les céréales et la vigne

L'Agreste s'est penchée sur la production brute standard (PBS) afin d'estimer le potentiel économique des exploitations et les classer selon leur dimension et leur spécialisation. Le verdict est sans appel. Chez nous, la part des grandes exploitations est plus importante qu'ailleurs : 45 %, contre 39 % en



Les grandes exploitations céréalières sont plus de 7 000. Leur nombre a augmenté de 12 % en trois ans dans la région Poitou-Charentes. PHOTO ARCHIVES XAVIER LÉOTY

France métropolitaine. Cet écart de six points s'explique notamment par la part importante des grandes cultures céréalières et par le poids de la viticulture.

« Entre 2010 et 2013, la production des céréales et oléoprotéagineux a été encouragée par le niveau élevé des cours, au détriment d'autres productions. Sur la même période, le marché du cognac a connu une embellie, grâce aux exportations vers l'Asie [...]. Trois exploitations sur quatre ont un potentiel économique supérieur à 25 000 €, contre plus de deux exploitations sur trois en 2010 [...]. Au total, les exploitations moyennes et grandes pèsent pour 97 % de la surface agricole utile (SAU) et génèrent 93 % du volume de travail », précise encore l'Agreste. Parmi les moyennes et les grandes, les exploitations céréalières sont majo-

ritaires (près de 7 000, +12 % en trois ans). « La viticulture, avec le cognac qui totalise près de 20 % de l'ensemble, reste stable depuis 2010. A contrario, l'élevage recule en Poitou-Charentes. Le nombre d'exploitations spécialisées en bovins diminue de 11 % et de 21 % pour celles spécialisées en ovins, caprins et autres herbivores », ajoute l'Agreste.

Précisons ici que l'agriculture en Poitou-Charentes demeure une activité inégalitaire. Une autre étude – plus ancienne mais aux conclusions toujours d'actualité – nous disait en 2012 qu'un viticulteur gagnait cinq fois plus d'argent qu'un producteur ovin ou caprin. Pour qui veut deux ou trois sous, mieux vaut cultiver l'ugn blanc à Juillac-le-Coq qu'élever chèvres et moutons à Saint-Maurice-des-Lions !

Maïs à la peine, vendanges imminentes

■ Le maïs a souffert de la sécheresse de juillet. Les potentiels de récolte sont très hétérogènes. En culture irriguée, les rendements seront corrects (environ 95 quintaux à l'hectare en Charente). En culture sèche, les plantes ont souffert et parfois séché sur pied, le rendement ne dépassera guère 65 q/ha. Le raisin, lui, a moins souffert de ce mois de juillet très sec et a profité des orages d'août. Le rendement moyen, dans le vignoble du cognac, pourrait approcher les 120 hl/ha. Début des vendanges vers le 20 septembre.

Avec Bertignac, Bigard Élie Semoun et Liane Foly

CASINO Sa nouvelle saison artistique, musclée, propose de très beaux rendez-vous publics

MARIE-LAURE GOBIN

ml.gobin@sudouest.fr

Pour le spectacle de Lynda Lemay, le 28 janvier, c'est déjà complet. Ce fut la même chose notamment pour le spectacle d'Hugues Aufray la saison passée... Dès l'annonce de la programmation artistique du casino Barrière de Jonzac, les réservations vont bon train et la clientèle qui vient aussi de Charente et du nord de la Gironde, se positionne sans tarder, parfois même sur plusieurs dates. Il faut dire que chaque année depuis trois ans, on mesure une montée en gamme systématique de la notoriété des têtes d'affiche.

Le bouche-à-oreille

« Il y a des artistes habitués de très grandes scènes que, sans doute, nous n'aurions pas captés voilà quelques années dans notre salle de 280 places assises. Certains avant de venir, se demandent même « Jonzac, c'est où, c'est quoi... ». Et quand ils repartent, ils confient, « on ne connaissait pas mais on a bien fait de venir ». Désormais, dans le milieu, nous sommes reconnus comme un lieu où il fait bon vivre et où l'accueil est excellent, particulièrement soigné et chaleureux », explique Philippe Lorient, le directeur de l'établissement depuis quatre ans. Et de citer, entre autres le cas d'Anthony Kavanagh qui s'était retrouvé avec le dos bloqué : « de suite, nous nous sommes mis en quête d'un kiné, en urgence, qui est venu s'occuper de lui et l'a remis debout. On est là pour eux et les artistes se le disent. Et quand ils partent parfois le



Liane Foly, Louis Bertignac, Axelle Red, Élie Semoun parmi les invités du Casino. PHOTOS AFR. CÉLINE LEVAIN

même producteur, cela permet aussi de nous ouvrir de nouvelles portes ». Et de citer le cas de Christelle Chollet, par exemple, une habituée de la scène jonzacaise qui a ouvert la voie vers Julien Courbet la saison passée, et vers Pascal Legitimis cette année (les 19 et 20 février).

Un public proche

Quant au public, Philippe Lorient le définit comme « très enthousiaste. Nous avons un bon noyau d'habi-

tués, l'ambiance est excellente et toujours dans le respect de l'artiste, y compris lorsqu'il dine après le spectacle. Le plus déstabilisant, pour les artistes, c'est d'avoir les spectateurs à deux mètres d'eux. Ils ne sont pas là dans les grands shows avec les projecteurs qui laissent le public dans le noir. Ils le voient, mesurent ses réactions, ils ne sont pas habitués à ça. Alors forcément, les spectacles n'en sont que plus chaleureux ».

Le directeur ne cache pas que

« la chance du casino, c'est qu'il se passe tout le temps quelque chose à Jonzac. Des spectacles y sont proposés toute l'année, hiver comme été, en place publique ou dans les salles, qu'il s'agisse de théâtre, de musique, de danse. Alors les gens, quel que soit leur âge, sont habitués à sortir. Et c'est également très porteur pour nous ». C'est aussi ce que Philippe Lorient a rappelé, jeudi soir, lors de la présentation officielle de la saison du casino.

Variétés, humour, théâtre, opérette

■ La programmation cette année compte des spectacles musicaux, d'humour, mais également de jazz (en partenariat avec Cognac Blues Passion), du théâtre et de l'opérette. En voici les grandes lignes.

VARIÉTÉS ET HUMOUR.

Élie Semoun (vendredi 9 octobre) ; Louis Bertignac (dimanche 1^{er} novembre, le public sera debout) ; Jean-Marie Bigard (vendredi 4 décembre) ; Lynda Lemay (jeudi 28 janvier) ; Pascal Legitimis (vendredi 19 et samedi 20 février) ; Axelle Red (samedi 19 mars) ; Liane Foly (vendredi 27 mai).

JAZZ. Dîners concerts le jeudi



Jean-Marie Bigard. PHOTO AFR

24 septembre (Amaud Fradin et Thomas Troussier, blues du Mississippi) et le jeudi 21 avril (Quatuor Mister Twist, swing et rockabilly).

THÉÂTRE. « Mon ex », samedi 2 avril, comédie de Luc Chaumar ; et « Le clan des divorcées », vendredi 17 juin, comédie du Belge Aliil Vardar.

LYRIQUE. « Les folles d'Offenbach », dimanche 10 janvier ; « Couleurs Lopez », vendredi 3 juin.

Renseignements et réservations au 05 46 48 16 16.

Site : www.casino-jonzac.com.

LA STABILITÉ

Depuis son implantation voilà onze ans, le Casino s'est réellement inscrit dans le paysage des scènes régionales, complètement intégré dans la programmation jonzacaise. Si, en termes de chiffres d'affaires (en considérant également la salle des jeux), Philippe Lorient ne cache pas que « le début de saison 2015 a été compliqué car nous subissons encore les effets de la crise, à partir d'août, nous avons senti un léger frémissement (+2 %) avec l'arrivée de nouveaux clients. Si on ne peut parler réellement de progression, nous sommes malgré tout sur une stabilité dans l'ensemble. Nous ne sommes pas inquiets et restons très attentifs à l'évolution du marché et à une progression qui pourrait se dessiner ».

SAINT-LAURENT-DE-COGNAC

Un vote à refaire

Jeudi dernier s'est tenu le conseil municipal. À l'ordre du jour la modification des statuts de Grand Cognac portant sur le transfert de la compétence en matière de Plan local d'urbanisme (PLU), de documents d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale.

Après débat, les résultats des votes ont été les suivants : 4 votes pour, 4 votes contre et 7 abstentions. En cas d'égalité, le maire ne savait pas quelle était la règle à suivre. Il devait se renseigner. Logiquement, le vote devrait être remis à l'ordre du jour lors de la prochaine session.

Tarifs de la salle polyvalente

Selon l'ordre du jour, il a ensuite été abordé les tarifs de location régulière annuelle de la salle polyvalente. Une nouvelle association ayant pour but « l'éveil de gym » pour les enfants nés de 2005 à 2009 les mercredis de 15 h 15 à 16 h 15 et de 16 h 30 à 17 h 30.

À la question, s'agit-il d'une association loi de 1901 ou d'une auto-entreprise ? Il s'est avéré que la demande émanait d'une auto-entreprise. Pour Alain Chollet, les associations sont le poumon de la commune mais les auto-entreprises apportent du sang neuf et procurent du travail à leur dirigeant, il est du devoir de la commune de leur permettre de « gagner leur



Le maire Alain Chollet entouré de son Conseil municipal. PHOTO C. G.

vie ». En conséquence, il convient donc d'étudier un tarif qui ne soit pas prohibitif. Après débat, il a été décidé de proposer un loyer de 450 € pour l'année.

Concernant la révision du PLU présentée par la commune de Merpins, les conseillers ont estimé que cette commune « ne joue pas le jeu » en proposant l'extension d'une zone dans l'ancien périmètre de la déviation de l'ex-LGV. À l'unanimité, les conseillers municipaux ne sont pas favorables à ce projet.

La salle polyvalente va recevoir trois destratificateurs d'air pour un montant de 1 546 € TTC. La pose et l'installation seront effectuées

par un électricien pour une somme estimée entre 2 500 et 3 000 €. Le délai de leur fourniture est d'environ un mois. Ces appareils devraient permettre une meilleure répartition du chauffage pour une consommation moindre.

Alain Chollet a informé ensuite des travaux de voirie concernant le centre bourg et la rue des Combes à l'aide d'une machine de « point à temps » qui devrait remettre les routes en état.

Autre information d'importance, l'installation d'un distributeur de pain sur l'aire des services techniques de la commune.

Colette Guné

■ Subventions rabotées, satellites invités à se serrer la ceinture, non-remplacement de départs à la retraite... ■ L'ordonnance du Département pour boucler son budget pourrait être douloureuse.



François Bonneau a invité ses vice-présidents à serrer les dépenses de toutes parts. Le budget 2016 pourrait être douloureux.

Photo archives Majid Bouzzit

Le Département à l'heure de la rigueur

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr

Ça ressemble à de l'austérité, ça a le goût de la rigueur, mais François Bonneau préfère y voir de la «bonne gestion» et de l'«anticipation». Moins 5.000 euros pour les Gastronomades 2015, dont la 20^e édition aura lieu dans deux mois (lire CL d'hier). 240.000 euros d'économies envisagées sur le tourisme. Des satellites appelés à se serrer la ceinture. Et de multiples subventions rognées dès cet exercice, de manière symbolique: moins 4.000 euros pour le programme réussite éducative du CCAS d'Angoulême, moins 1.000 euros pour ceux d'Angoulême et Cognac. Moins 500 euros pour une association de locataires de Ma Campagne, 1.500 euros rayés d'un trait de plume pour le programme de prévention nocturne de la ville d'Angoulême. Et puis, aussi et surtout, dix millions d'investissements stoppés pour les thermes de Chassenon (lire ci-contre). Depuis cet été, la nouvelle équipe du Département manie le rabot sans scrupules. Et vus les pistes

d'économies envisagées pour le budget 2016, ce sont les ciseaux qui pourraient rapidement sortir des tiroirs des comptables du Département. Et faire mal à de nombreux satellites.

Economies à tous les étages

Michel Boutant ne cessait de le répéter lors de chaque débat d'orientations budgétaires, François Bonneau s'est rapidement mis dans les mêmes chaussons: l'avenir financier du Département est sombre. Dès leur élection, les nouveaux élus de la majorité de droite ont été mis dans l'ambiance avec une présentation nuageuse des prochains exercices budgétaires. Une dotation de l'État qui fond de 17 millions en trois ans, des frais de RSA en hausse constante, des frais de personnel qui gonflent même sans recruter en raison de l'ancienneté des agents. Et dernier coup de massue, 50% de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) qui fileront directement dans les caisses des régions plutôt que dans celles des Départements. «Pour nous, c'est

encore cinq millions de moins, dès cette année», précise François Bonneau, revenu «déprimé» mardi d'une réunion sur les finances départementales. «Et je ne suis pas le seul. Mes collègues sont catastrophés».

Fin septembre, les élus de la majorité recevront les conclusions d'un audit sur les finances du conseil départemental de la Charente réalisé par un cabinet externe. «Je voulais un regard extérieur sur notre situation et nos perspectives», indique François Bonneau. «On fait aussi une évaluation de toutes nos politiques».

Dès octobre, dans le cadre de la préparation du budget 2016, de premiers arbitrages seront faits. «On validera tout ça en réunion de majorité, je ne décide pas seul. Mais nos marges de manœuvres sont faibles». Qui veut rassurer un brin: «Une hausse de la fiscalité n'est pas envisagée».

Ce qui est certain, c'est que pour tenter de maintenir à flot l'investissement du Département - environ 60 millions par an - la majorité va rognier sur le fonctionnement. Tous les satellites sont appelés à se serrer la ceinture. Exemple avec le budget

du comité départemental de tourisme, dont le budget de 1,6 million d'euros par an pourrait fondre de 15%. Économie espérée: 240.000 euros, notamment par le biais de non-remplacement de départs à la retraite.

Coupes franches en sport et cultures?

Et il n'y a pas de petites économies: les contrats pour les deux panneaux d'affichage du comité, devant la gare d'Angoulême, ont été résiliés, histoire d'économiser 10.000 euros. Même des actions au budget symbolique, comme les spectacles le dimanche dans les salles des fêtes de Charente avec des compagnies locales, ne devraient pas survivre au budget 2016. En outre, un document interne du conseil départemental évoque des «coupes franches en matière de culture et de sport». La Cité de la BD, l'aéroport, le service départemental d'incendie et de secours seront également invités à se serrer la ceinture, comme beaucoup d'autres. Chaque départ à la retraite ne sera pas forcément remplacé, dans la

1,6M€ de pénalités pour Chassenon !

Le Département savait à quoi il s'exposait: en stoppant sine die les travaux de rénovation des thermes de Chassenon, il s'exposait à de sacrées pénalités à régler aux entreprises qui avaient remporté les appels d'offres pour ces travaux.

Les calculs ont été réalisés: en faisant une croix sur les 10 millions d'euros d'investissement prévus à Chassenon, le Département n'économisera que 8,4 millions d'euros. Il va en effet falloir régler près de 1,6 million d'euros de pénalités aux entreprises, dont près de 800.000 euros à la seule entreprise de construction métallique jarnaise Vilquin, qui devait réaliser la charpente. 1,6 million d'euros à régler, donc, sans travaux à la clé. Et une nouvelle solution technique à trouver pour protéger les thermes. Donc de nouvelles études à financer, et, au final, des travaux à payer.

Les aides européennes destinées à cette opération devront également être entièrement remboursées.

»

Une hausse de la fiscalité n'est pas envisagée.

lignée de la politique de l'équipe précédente qui, en neuf ans, avait supprimé plus de 150 postes des effectifs du Département, hors assistants familiaux.

Autre gros sujet toujours sur la table, celui de Charente Développement, qui pourrait faire les frais dans son ensemble du régime imposé aux satellites. Si Jérôme Sourisseau, le président de Charente Développement, et François Bonneau n'ont pas encore tranché, l'hypothèse d'une suppression pure et simple de l'agence économique du département est envisagée. Ce qui allégerait les finances du conseil départemental de 1,3 million d'euros par an.

Pour soulager ses comptes, le Département compte aussi sur... les autres. Exemple avec Magelis, où François Bonneau verrait bien la future grande région monter en puissance au budget au titre de sa compétence économique, ou avec la Cité de la Bande Dessinée: «Je ne comprends toujours pas que Grand-Angoulême ne soit pas au budget de la Cité». Pas sûr toutefois, que toutes ces collectivités soient dans une meilleure posture financière.

En chiffres

355. Montant (en M€) du budget de fonctionnement 2014 du département. 88M€ sont affectés au personnel, 186M€ aux dépenses de solidarité, 12M€

aux transports scolaires notamment.

53. Le coût du RSA (en M€) pour le Département. Une somme en constante augmentation depuis 2008, année où il était sous la barre des 30M€. C'est le plus gros poste des

dépenses de solidarité.

2.180. C'est le nombre d'agents au tableau des effectifs du conseil départemental, dont 343 assistants familiaux, 276 salariés dans les maisons de solidarité, 356 dans les

collèges, 56 à l'école départementale de musique, 132 contrats aidés.

405. Recettes de fonctionnement en M€. 162M€ viennent de la fiscalité. La dotation de l'Etat était, en 2014, de 90M€. Elle ne sera que de 73M€ en 2017.

Jean-Claude Aubert: «Le climat social est apaisé à La Poste»

■ Arrivé cet été, le nouveau directeur du centre courrier de Cognac l'assure: grève et malaise social du printemps sont partie du passé

■ Il affiche sa confiance, prêt à relever les défis qui l'attendent avec ses équipes.

Gilles BILLEY
g.billey@charentelibre.fr

Oubliée la grève d'avril dernier et le malaise social des postiers liés à la réorganisation des tournées. Arrivé cet été, Jean-Claude Aubert, le nouveau directeur de la plate-forme distribution de courrier de Cognac, l'assure. «C'est du passé. Tout est rentré dans l'ordre. Et on va continuer à améliorer les choses et le service aux clients», promet ce quinquagénaire qui aborde avec confiance et optimisme ses nouvelles missions: assurer la bonne marche du centre cognacais, mener la réorganisation des antennes de Barbezieux, Chalais et Montmoreau, et développer de nouveaux services.

Vous arrivez après une période de troubles au centre de distribution. Quelle est la situation aujourd'hui ?
Jean-Claude Aubert. Le climat est apaisé. Il y a eu de l'inquiétude chez les agents et du stress, liés à la nouvelle organisation, à l'adaptation des nouvelles tournées, mais c'est passé. Ils ont trouvé leurs marques après une période difficile compréhensible au regard de l'ampleur du projet. Et je ne



Jean-Claude Aubert a pris les rênes d'un centre de distribution désormais en ordre de marche, assure-t-il.

Photo G. B.

pense pas qu'ils soient nombreux à vouloir revenir en arrière, retravailler six jours contre cinq aujourd'hui. C'est une avancée sociale phénoménale.

Lors du conflit, des agents avaient pourtant dénoncé les contraintes de travail liées à cette restructuration, facteur de dépression, de burn-out même. Qu'en est-il ?
Nous n'avons pas accès aux raisons qui motivent les arrêts de travail. On nous a signalés des grippes à l'époque, c'est tout. C'est rentré

dans l'ordre. On a une organisation qui fonctionne bien désormais, je le répète. Et le dialogue social est toujours ouvert.

Malgré tout, on entend des usagers du secteur Jarnac et Segonzac notamment, se plaindre encore de retards de courrier, des livraisons de colis surtout ?
Il peut y avoir des problèmes ici et là, mais ils sont minimes. Concernant les colis, si ce sont des livraisons lors de la période estivale, ça peut s'expliquer par les restrictions

de circulation qui nous sont imposées l'été [pas de camion le samedi, NDLR]. Quoi qu'il en soit, on fait en sorte d'y remédier, et on va continuer à améliorer les services au fil de l'eau, je suis confiant.

À votre feuille de route figure la réorganisation des antennes de Barbezieux, Chalais et Montmoreau. Où en est-on ?
Elle avance, on a œuvré en grande concertation avec les agents. Elle sera effective en octobre. C'est un projet plus léger que le précédent. Les tournées de chaque centre ont été revues, mais les heures ne seront pas modifiées et on travaillera avec le même nombre de personnes. Cela va nous permettre de développer nos nouveaux services.

Lesquels ?

Le «100% réception choisie». Pour tout objet à recevoir contre signature, le client, via un abonnement gratuit sur le site internet, pourra indiquer sa préférence de livraison et le recevoir ainsi au lieu et au jour qu'il a indiqués. On va étendre aussi notre système de vigie des personnes fragiles et l'ouvrir aux particuliers. Il y a aussi l'adressage, un vrai sujet à voir avec les municipalités pour palier les absences de numérotations parfois dans les villages, source d'erreurs.

«Du mieux mais beaucoup de choses ne vont pas encore», selon la CGT

Du mieux, mais peut mieux faire encore. C'est en résumé le discours de Véronique Lavergne face à celui de la nouvelle direction du site. «Il y a la vitrine et l'arrière-boutique, elle affiche la première, moi la seconde», sourit la secrétaire générale de la CGT FAPT16. «Il y a du mieux, quand même, et le dialogue est ouvert avec le nouveau directeur. Mais beaucoup de choses ne vont pas encore.» Selon elle, les engagements pris après le conflit en mai n'ont pas tous été

tenus. «Certaines de nos revendications ont été entendues. Grâce à cette grève, la direction est revenue sur la délocalisation de l'antenne de Montmoreau et sur la distribution courrier en après-midi, souligne-t-elle. Mais celles sur l'emploi non en revanche, en particulier concernant la CDisation des contrats de professionnalisation.» Et d'ajouter : «On reste donc vigilant en particulier sur les conditions de travail.»

Jarnac

Agglo de Cognac: le conseil ne décide rien

«**C**a me fait peur. C'est une vraie mentalité de Charentais, celle qui nous a écartés de l'autoroute il y a trente ans. On discute et on ne décide rien. » Pierre Demont, élu de la majorité de Jarnac, a ainsi conclu près de 45 minutes de discussions, parfois vives, autour de la question du rapprochement possible de la commune à la future communauté d'agglo de Cognac. Jérôme Royer, le chef de l'opposition s'est d'abord ému d'avoir « lu dans la presse » l'avis favorable au rapprochement du maire François Raby pour réclamer ensuite « un travail plus en profondeur, une réunion à huis clos pour éviter un débat à cœur ouvert. » L'ancien maire a admis ne pas savoir lui-même : « Je ne suis ni pour ni contre, il y a des interrogations. » Dans leur ensemble, les élus de Jarnac semblaient découvrir la loi Notre imposant un nouveau

découpage territorial, laquelle est pourtant discutée depuis des mois et a notamment fait l'objet d'une grande réunion de présentation aux élus à Jarnac en juillet, à l'initiative du pays Ouest-Charente.

« Je me suis engagé parce que je pense que c'est la bonne voie, notamment en terme de fiscalité, de poids du territoire dans la future grande région. Je me suis aussi prononcé parce qu'on n'avancait pas, a insisté François Raby, le maire, admettant « ne pas avoir en main tous les tenants et aboutissants. » Il a ajouté avoir reçu de « très nombreux messages d'encouragements » après sa prise de position.

Cristophe Roy, adjoint à la culture, lui-même « en attente de réponses » a prévenu : « Il ne faudra pas se démotiver et Châteauneuf qui travaillent déjà auront tout décidé. Il ne faut pas être dans le wagon qui va raccrocher les autres. »

F. B.

■ CHÂTEAUBERNARD

La danse de salon fait sa rentrée ce soir



Rock, paso, salsa, tango, cha-cha, madison, disco, danses en ligne... pour débutants ou confirmés, reprennent ce soir à partir de 20 heures, dans la vieille salle des fêtes des Pierrières, rue de la Commanderie, où « Mille voltes », l'association de danse de salon, présidée par Claudine Briand, effectuera sa rentrée. Carole Mordelles et Quentin Delage qui officient aussi à l'école de

goulême, sont les nouveaux enseignants de ces passionnés des danses traditionnelles en salle. Une discipline qui exige qualités physiques et rythmiques, autant qu'il fait appel au sens de l'esthétique du mouvement corporel (Photo CL). Une séance d'essai est offerte aux débutants. Couples ou personnes seules seront les bienvenus.

Contact au 05 45 32 36 55 ou 07 81 92 15 53 ou 06 11 89 30 95.